

**DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITES A TITRE ACCESSOIRE
D'UN AGENT A TEMPS COMPLET (OU TEMPS NON COMPLET SUPERIEUR A 70%
OU A TEMPS PARTIEL)**

REFERENCES JURIDIQUES

Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 123-7 ;
Code pénal, notamment l'article 432-12 ;
Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, notamment les articles 10 à 15 et 17 ;

IDENTIFICATION DU DECLARANT

Nom et prénom :

Grade :

Bureau / direction / service :

Adresse professionnelle :

.....

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE EXERCEE

Fonctions exercées :
.....
.....

Durée hebdomadaire de travail :

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Temps complet | <input type="checkbox"/> Temps non complet
(Quotité :) | <input type="checkbox"/> Temps partiel
(Quotité :) |
|--|---|---|

PROJET DE CUMUL AVEC UNE ACTIVITE ACCESSOIRE

Description de l'activité envisagée (employeur ou forme d'entreprise, nature et secteur d'activité de l'activité envisagée):

.....
.....
.....
.....

Durée, périodicité et horaires approximatifs de l'activité :

.....
.....

Conditions de rémunération de l'activité :

.....
.....

Conditions particulières de réalisation de l'activité (déplacements, variation saisonnière de l'activité...) :

.....
.....

Actuellement, exercice d'une ou plusieurs activités accessoires :

Oui Non

En cas de réponse positive, description précise de ces activités (caractère public ou privé, durée, périodicité et horaires approximatifs, etc.)

.....
.....
.....
.....

Informations complémentaires à porter à la connaissance de l'administration :

.....
.....
.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

(à remplir dans le cas d'un cumul avec une activité accessoire à caractère privé)

Je soussigné (NOM PRENOM)

souhaitant cumuler mon activité principale avec une activité privée accessoire pour le compte de (nom et coordonnées de l'entreprise ou de l'organisme)

.....

déclare sur l'honneur ne pas être chargé, dans le cadre de mon activité principale, de la surveillance ou de l'administration de cette entreprise ou de cet organisme, au sens de l'article 432-12 du code pénal, ou le cas échéant, ne pas de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans ce dernier.

Fait à, le

Signature :